

# Les bons conseils de Wurth

Michel Wurth a entamé hier son troisième mandat de président de la Chambre de commerce avec la même vigueur quand il s'agit de défendre la position patronale.

Lors de son assemblée plénière constituante, la Chambre de commerce a ré-élu, pour un troisième mandat, Michel Wurth en tant que président. Dans son premier discours devant la nouvelle assemblée plénière, le président de la Chambre de commerce s'est penché sur les défis socio-économiques et en a profité pour donner quelques conseils au nouveau gouvernement.

De notre journaliste  
Delphine Dard

Pour accomplir ses missions durant son nouveau mandat, Michel Wurth pourra compter sur l'appui au sein du bureau de la Chambre de commerce des quatre vice-présidents Robert Dennewald, Fernand Ernster, Jean J. Schintgen et Carlo Thill pour une période de cinq ans.

L'objectif du bureau sera de proposer aux plus de 50 000 entreprises membres des services adaptés à leurs besoins et de positionner la Chambre de commerce comme un partenaire de confiance des entreprises, des organisations patronales ainsi que du gouvernement.

Michel Wurth a d'ailleurs souligné dans son discours que la Chambre de commerce partageait la volonté de changement affichée par le nouveau gouvernement et notamment la nécessité de restaurer l'équilibre des finances publiques. Mais il a

aussi profité de la présence du vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, Etienne Schneider, pour lui adresser des recommandations. Car, selon lui, la santé des finances publiques n'était pas une fin en soi mais la résultante directe de la croissance, et donc des emplois et des recettes fiscales générés. Si la croissance est de retour, il estime qu'il est trop tôt pour se réjouir alors que l'échange automatique d'informations et le changement de régime sur la TVA électronique vont impacter la croissance à venir du pays.

Pour le président de la Chambre de commerce, l'équilibre des finances publiques ne sera atteint que si deux conditions sont réunies : l'établissement d'une nouvelle croissance économique et la réduction du chômage et en particulier l'intégration des demandeurs d'emploi résidents sur le marché du travail.

## ➤ Un salaire inférieur au salaire minimum

Pour établir une nouvelle croissance durable, Michel Wurth a présenté un ensemble de cinq facteurs permettant, selon lui, d'augmenter la productivité. Il entend tout d'abord améliorer la compétitivité-coût, et donc endiguer le dérapage des coûts salariaux. Dans ce contexte, il a regretté que le gouvernement n'ait pas pris «la vraie mesure du problème de l'inflation»

et a demandé au gouvernement de neutraliser l'effet de la hausse de la TVA dans l'indexation et d'évaluer la proposition de la Chambre de commerce d'envisager la désindexation générale de l'économie pour casser l'inflation.

Un deuxième facteur serait de favoriser les investissements en capital fixe, permettant à leur tour d'améliorer la productivité apparente du facteur travail.

Le troisième levier de productivité identifié serait la promotion des exportations à travers notamment la promotion de l'image de marque du Luxembourg. Michel Wurth propose à cet effet de fusionner les agences de promotion Luxembourg for Finance et Luxembourg for Business.

La simplification administrative est identifiée comme quatrième pilier et est associée à un cinquième facteur qui serait de permettre aux organismes publics de s'adapter aux évolutions de leur environnement et de tendre vers une «culture orientée clients».

Michel Wurth a également présenté cinq pistes à creuser pour réduire structurellement le chômage et donner une chance aux résidents demandeurs d'emploi sur le marché du travail. En premier lieu, il estime qu'il faut réformer l'enseignement primaire et secondaire dans le but d'améliorer l'employabilité des jeunes élèves et de réduire le nombre de ceux qui sortent de l'école sans di-

plôme. Il souhaite également engager une réflexion approfondie sur les possibilités d'élargir l'apprentissage en alternance aux secteurs et aux entreprises qui ne le pratiquent pas. La réduction du coût du travail pour les entreprises serait, selon le président de la Chambre de commerce, un troisième moyen de faciliter le recrutement des personnes à la recherche d'un emploi.

Michel Wurth a recommandé au gouvernement de réfléchir à l'introduction d'une catégorie d'emplois pour laquelle l'entreprise paierait un coût inférieur au salaire minimum. Il s'agirait de trouver des formules visant à subventionner le coût du travail au lieu de financer le chômage et l'inactivité. Il a cité la réforme du droit du travail, de l'Adem et la création d'entreprise, dont celle par le biais de la SARL simplifiée.

## ➤ Le gouvernement sait où il va

Ce catalogue de propositions dévoilé, Michel Wurth a précisé au vice-Premier ministre qu'il était prêt à travailler main dans la main avec le gouvernement pour mettre en place ces réformes. Après l'avoir écouté, Etienne Schneider a pris la parole pour, d'abord, souligner «l'excellente collaboration du gouvernement» avec la Chambre de commerce. Toutefois, le ministre de l'Économie a fait savoir qu'il n'approuvait pas, dans l'ensemble, les propositions faites par la Chambre de commerce et a souhaité faire passer le message que le gouvernement sait où il va et qu'il a une idée précise des moyens et réformes à mettre en place pour y parvenir. Avec une pointe d'humour, il a souligné que dans un souci d'économie, on pouvait aussi imaginer fusionner la Chambre de commerce et la Chambre des métiers, tout en précisant que de son avis, la Chambre de commerce savait faire des propositions mais ne savait pas se les appliquer à elle-même.

Le ministre de l'Économie a ensuite énuméré les réformes et projets que met en œuvre le gouvernement pour moderniser le pays tout en respectant des objectifs budgétaires serrés. Pour ce qui est de favoriser la croissance au Luxembourg, Etienne Schneider a confirmé que le gouvernement allait devenir majoritaire dans le capital d'Enovos, et ce, dans le but de pouvoir accompagner le développement des infrastructures et assurer la sécurité énergétique dans le pays. Pour le vice-Premier ministre, qui a cité Post, la coopération entreprise et État peut être un bon moyen de favoriser la croissance.

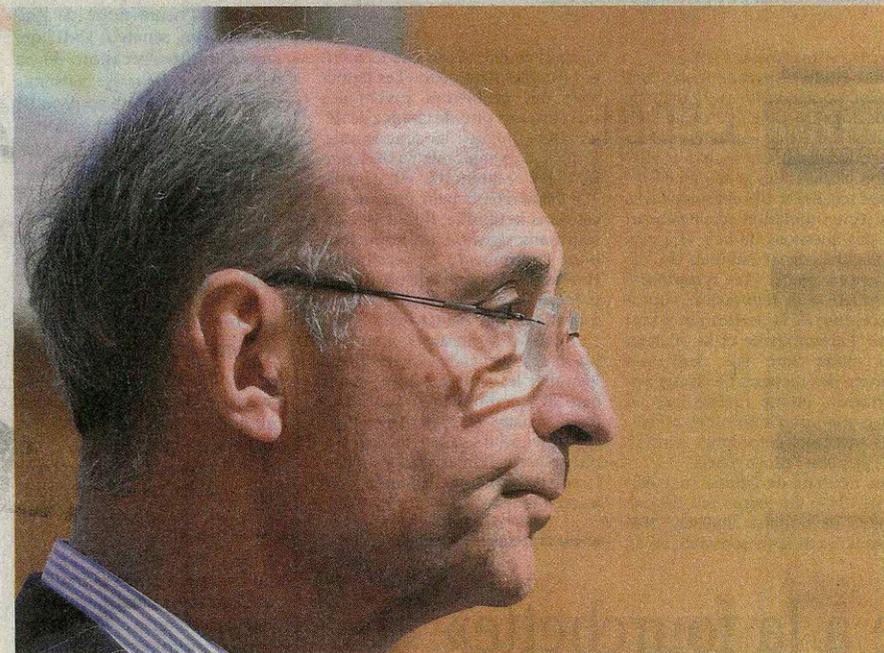


Photo : pierre matgé

Assurer une croissance durable et combattre le chômage sont les deux priorités de l'État, selon Michel Wurth.